



Journal africain bilingue d'informations Sanitaires, Environnementales et de Développement durable

QUOTIDIEN ÉCHOS SANTÉ

L'information sanitaire à votre portée.

•N° 1161 du mardi 15 avril 2025

•Tél. : (+237) 694 81 99 37

•Directeur de publication : Joseph MBENG BOUM

Couverture Santé Universelle au Cameroun

Deux ans après, où en est-on ?



- ✎ Le 12 avril 2023 marquait une avancée majeure dans le système de santé camerounais avec le lancement officiel de la phase pilote de la Couverture Santé Universelle (CSU) à Mandjou, dans la région de l'Est.
- ✎ En deux ans, le programme a enrôlé près de 4 millions de bénéficiaires. Plus de 400 000 enfants de moins de 5 ans traités gratuitement du paludisme, environ de 481 000 personnes sous traitement antirétroviral sans frais, tandis que 25 705 malades de la tuberculose bénéficient eux aussi d'une prise en charge gratuite.
- ✎ Malgré ces avancées, le dispositif reste freiné par le remboursement tardif des prestations et un besoin important de financements. Page 6

Crise financière

L'aide humanitaire de l'ONU réduit son personnel de 20%



9 pays dans le monde, dont le Cameroun, concernés par ce licenciement.

Violences faites aux enfants

La CDHC tire la sonnette d'alarme sur la recrudescence des cas



Du 7 au 12 avril 2025, à Maseru, au Royaume du Lesotho, le Pr. James Mouangue Kabila, Président de la Commission des Droits de l'homme du Cameroun (CDHC), a présenté devant le Comité Africain d'Experts le bilan de la situation des droits de l'enfant au Cameroun. Cette occasion a permis de mettre en lumière les avancées fragiles et les défis persistants pour la protection de l'enfance dans le pays. P. 5

ÉCHOS SANTÉ

Tél: (+237) 694 819 937 / 672 500 093
Web: www.echosante.info
E-mail: info@echosante.info

Suivez-nous sur :

ACHETER VOTRE JOURNAL SUR

www.boutique.echosante.info

OU SOUSCRIVEZ À UN ABONNEMENT ANNUEL À

50.000 FCFA

ECHOS SANTÉ, INFORMATION SANITAIRE À VOTRE PORTÉE



www.echosante.info

Evaluation des paramètres hématologiques comme indicateur de gravité de la maladie chez les patients atteints de Covid-19

Auteurs : M. Nikiéma/Minoungou, M. Baduon, K. Nèbie, S. Salam, D. Kabore, F. Sanou, S. Sawadogo/Some, J. Koulidiati, E. Kafando - Burkina Faso

Résumé

Introduction : La maladie à coronavirus 2019, communément appelée COVID-19 est une maladie infectieuse émergente majeure causée par le coronavirus 2 du syndrome respiratoire aigu sévère (SARS-CoV-2). Le but de l'étude était d'évaluer l'implication des paramètres de l'hémogramme dans la détermination de la gravité et de l'évolution des patients atteints de COVID-19.

Matériels et méthodes : L'étude était rétrospective trans-

versale de mars 2020 à mars 2021 à partir des dossiers médicaux. La population d'étude était tout patient enregistré durant la période, positif au test PCR COVID-19. Les variables étudiées étaient : l'âge, le sexe, les signes cliniques, les paramètres de l'hémogramme et le statut évolutif du patient.

Résultats : Au total, cent soixante-neuf (169) patients ont été inclus. Le sexe masculin était prédominant à 64% (109) avec un sex-ratio de 1,82. L'âge

médian était de 45 ans \pm 18 ans avec des extrêmes de 18 et 89 ans. Les cas sévères, modérés et légers ont été notés respectivement dans 74 cas (44%), 52 cas (31%), 43 cas (25%). Les valeurs moyennes à l'admission de l'hémoglobine, des leucocytes, des neutrophiles, des lymphocytes, des éosinophiles, des plaquettes, et du rapport neutrophiles/lymphocytes (NLR) étaient respectivement de 12,8 g/dL, 7,3G/L, 4,5G/L, 2,1G/L, 0,1G/L, 247G/L, 3,1. La neutrophilie, la lymphopénie et l'éosinopénie ont été

notés respectivement dans 25 cas (15%), 56 cas (33%), 113 cas (67%) et étaient associées à la sévérité du COVID-19 ($p < 0,00$). Les valeurs moyennes de l'hémoglobine, des leucocytes, et du NRL étaient significativement associées à l'âge ($p < 0,00$) et à la sévérité de la maladie ($p \leq 0,05$). Les décès ont été observés dans 18 cas.

Conclusion : L'hémogramme devrait être un outil pour la détection des cas graves de la maladie à COVID-19.

ÉCHOS SANTÉ



JOURNAL AFRICAÏN ÉCHOS SANTÉ

Quotidien d'informations sanitaires, environnementales et de développement durable.

Email : journalechosante@yahoo.com
Tél. : (+237) 694 81 99 37

Siège social : Yaoundé-Cameroun
B.P. : 14 436 Yaoundé

Directeur Général
Directeur de publication
Joseph Mbeng Boum

Directeur des Affaires générales
Désiré Effala
(+237) 696 59 90 92

Directeur des Affaires financières
Félicité Matsingkou

Directeur Régionale Gabon
Saint-Clair Tepondjou
+241 077 55 44 98

Conseillers éditoriaux
Dr Rose Ngono Mballa
Pr Alexis Ndjolo
Pr Jacqueline Ze Minkande

Rédacteur en chef

Mireille Judicaël Siapje
(+237) 692 73 73 45

Rédacteurs en chef adjoints

Cathérine Aimé Biloa
Elvis Serge Nsaa

Chef d'édition/Mise en page

Arnauld T. Djiatsa
(+237) 699 02 12 48

Chargé de la distribution et vente

Moïse Arthur Minlend Sohna

Rédaction Centrale

Elvis Serge Nsaa, Rebara Habra, Désiré Effala, Saint-Clair Tepondjou, Lyse Davila Nguili, Divine Kananyet, Charles Tsimi, Moïse Sohna, Sharon Divine Enjema, Adèle Bitga, Marcus Dare, Felix Nyngaina

Desk Littoral

Ghislaine Deudjui
+237 670 77 22 57

Desk Est

Murielle Esson Ebangue
+237 694 36 51 78

Desk Sud

Ryflard Léonard Ebale

Desk Nord

Agnes Mobe
+237 691 41 64 40

Desk Extrême-Nord

Ferdinand Niabie
+237 659 48 00 50

Desk Adamaoua

Jean Besane Mangam
+237 674 11 60 94

Desk Nord-Ouest

Jenivarius Nde Wifah
+237 675 49 33 88

Desk Sud-Ouest

Sharon Divine Enjema
+237 672 7337 74

Desk Ouest

Adèle Bitga
+237 673 78 61 15

Desk France

Vicky Tetga
+33 766 15 02 40

Desk Belgique

Diane Clara Mbecheu
+237 697 93 91 55

Desk Togo

Emmanuel Atcha
+228 90 28 30 71

Desk RDC

Daco Tambikila
+243 813 527 041

Desk Côte d'Ivoire

Joël Dally
+225 07 67 80 71

Desk Rwanda

Jean d'Amour Ahishakiye
+250 788 614 432

Desk Guinée Conakry

Alpha Oumar Barry
+224 662 98 41 38

Imprimerie

Overland Print
(+237) 699 99 71 65

Distribution Cameroun
Cedipresse

Tirage

5000 exemplaires

Crise financière

L'aide humanitaire de l'ONU réduit son personnel de 20%

9 pays dans le monde, dont le Cameroun, concernés par ce licenciement.

Mireille Siapje

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) avec ses 2600 employés, traverse une crise financière qui se traduit par une réduction de 20 % de ses effectifs dans le monde. Cette décision, qui affectera directement les opérations humanitaires dans plusieurs pays, touche notamment le Cameroun, où l'agence va alléger sa présence et son soutien logistique aux populations vulnérables.

L'annonce a été faite par Tom Fletcher, chef d'OCHA, dans une lettre adressée au personnel jeudi dernier, alors que l'agence onusienne fait face à un déficit de financement évalué à près de 60 millions de dollars américains pour l'année 2025. Le Cameroun figure sur la liste des neuf pays qui verront leurs effectifs OCHA réduits et leurs opérations révisées à la baisse.

Déjà confronté à des crises humanitaires complexes notamment, les conflits armés dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, insécurité dans l'Extrême-Nord, déplacements internes massifs, et accueil de réfugiés centrafricains, le Cameroun risque de voir les capacités d'intervention de l'ONU sérieusement diminuées.

« Le BCAH réduira sa présence et ses opérations au Cameroun, en Colombie, en Érythrée, en Irak, en Libye, au Nigéria, au Pakistan, à Gaziantep en Turquie et au Zimbabwe », a indiqué Tom Fletcher dans son courrier.

Pour les acteurs humanitaires présents sur le terrain, cette réduction de moyens pourrait aggraver la vulnérabilité des populations affectées par les crises, dans un contexte où les besoins humanitaires, eux, continuent d'augmenter.

La principale cause de ces suppressions de postes et de la contraction des opérations réside dans la baisse brutale des contributions financières, notamment de la part des États-Unis, historiquement le plus grand donateur d'OCHA. Selon Fletcher, les coupes dans les financements extrabudgétaires ont creusé un déficit majeur qui compromet



désormais la capacité d'intervention de l'agence dans de nombreux pays.

Les États-Unis étaient jusqu'alors le principal contributeur aux programmes d'Ocha, avec plus de 60 millions de dollars annuels. L'administration Trump a supprimé 83% des programmes de l'agence américaine USAID, qui gérait un budget annuel de 42,8 milliards de dollars, représentant 42% de l'aide humanitaire mondiale.

« La communauté humanitaire était déjà sous-financée, surme-

née et littéralement attaquée. Aujourd'hui, nous faisons face à une vague de coupes brutales », a alerté le responsable onusien. Face à cette situation, OCHA prévoit une réorganisation structurelle profonde : rationalisation de la gestion, recentrage des budgets vers les terrains les plus critiques, et transfert de la prise de décision vers les niveaux nationaux. L'objectif affiché est de préserver autant que possible l'efficacité des interventions malgré la réduction des ressources humaines et financières.

Cette restructuration intervient alors que les crises humanitaires mondiales n'ont jamais été aussi nombreuses, notamment en Afrique, où conflits, déplacements forcés et effets du changement climatique pèsent lourdement sur les populations.

Pour le Cameroun, la réduction de la présence d'OCHA risque d'amenuiser les capacités de coordination entre agences humanitaires et partenaires locaux, ce qui pourrait freiner la réponse d'urgence en cas de nouvelle crise.

Cancer du sein

4207 cas enregistrés depuis 2022 au Cameroun

Cette maladie qui est à l'origine de la mort de plusieurs femmes au Cameroun était au centre d'une réflexion organisée le jeudi 10 avril 2025 à l'Observatoire National de la Santé Publique à Yaoundé.

Junior NTEPPE KASSI

« Le cancer du sein est le premier type de cancer au Cameroun. Si toutes les femmes pratiquaient l'examen des seins, on pourrait au moins détecter ce cancer à un stade précoce ». Cette affirmation faite en août 2022 par le Dr Esther Dina Belle, oncologue reste et demeure d'actualité au Cameroun en 2025. La menace et l'impact de la maladie sur la population vont d'ailleurs de mal en pis. Car, le Cameroun fait face à une augmentation inquiétante du nombre de personnes atteintes du cancer du sein. Soit environ 4207 nouveaux cas enregistrés depuis 2022 selon le Ministère de la Santé Publique (Minsante). Dans ce contexte, l'absence de directives nationales claires et d'un programme de dépistage structuré, contribue à l'inefficacité des efforts de lutte contre la maladie.



Les chercheurs et les experts cogitant sur le draft du manuel de directives nationales pour lutter contre le cancer du sein.

C'est peut-être dans cette optique que les experts et les chercheurs se sont réunis le jeudi 10 avril 2025 à l'Observatoire National de la Santé Publique à Yaoundé pour parcourir le draft d'un manuel de directives nationales pour le dépistage du Cancer du sein au Cameroun. Ainsi,

durant deux heures, ils ont passé en revue le document d'une quarantaine de pages sous la supervision du Pr Joseph Mendimi Nkodo, Conseiller Technique N°2 au Ministère de la Santé publique. « Du dépistage à la prise en charge, en passant par les différents types d'examen, le

circuit du patient, la gestion des données et le suivi-évaluation, tous les aspects abordés dans le document ont été examinés », peut-on lire dans une publication faite par la cellule de Communication du Ministère de la Santé Publique.

Ces travaux minutieusement me-

nés ont débouché sur plusieurs recommandations notamment : affiner la problématique de l'élaboration de cet outil ; intégrer l'accompagnement psychosocial dans le circuit du patient ; stratifier la mise en œuvre de ces directives dans la pyramide sanitaire ; et traduire le résumé en anglais en attendant la version finale. Ce manuel de dépistages nationales du cancer du sein au Cameroun dès son adoption contribuera à améliorer le dépistage précoce de la maladie, faciliter l'accès aux examens de dépistage, renforcer la sensibilisation et l'éducation sanitaire tout en favorisant la collaboration multisectorielle.

En rappel, selon une alerte lancée en février dernier par l'agence sanitaire mondiale de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), près de 135 000 femmes pourraient perdre la vie à cause du cancer du sein en Afrique subsaharienne d'ici 2040.

Adamaoua

Des dons en équipements médicaux d'environ 7 millions pour 3 formations sanitaires

Ces dons ont été remis à tour de rôle à ces formations sanitaires, basées dans la ville de Ngaoundéré, le 9 avril 2025. À chaque étape, l'équipe conduite par Ibrahim Chérif Defaing, co-représentant de l'organisation au Cameroun, a réitéré la volonté de son équipe de soutenir les efforts du personnel soignant.

Jean BESANE MANGAM

La région de l'Adamaoua fait face à un défi important en matière d'accès aux soins de santé de qualité. Outre le fait que le personnel soignant est en sous-effectif, l'accès aux équipements de diagnostic constitue un autre défi. Pour soutenir les efforts du secteur de la santé dans la ville de Ngaoundéré, notamment, l'Association Konaoga e.V., une organisation à but non lucratif basée en Allemagne, a remis des dons en équipements médicaux d'une valeur d'environ 7 millions de FCFA à trois formations sanitaires de la région de l'Adamaoua.

Les trois structures hospitalières bénéficiaires ont exprimé leur gratitude envers les donateurs, espérant que ces équipements contribueront à améliorer les conditions de travail du personnel et la prise en charge des patients. « Un don, aussi modeste soit-il en apparence, représente un geste de solidarité. Il témoigne



L'Association Konaoga e.V., une organisation à but non lucratif basée en Allemagne, a remis des dons en équipements médicaux d'une valeur d'environ 7 millions de FCFA à trois formations sanitaires de la région de l'Adamaoua

d'un engagement citoyen à nos côtés pour une médecine plus humaine et plus efficace », a déclaré le docteur Oumarou Moussa, conseiller médical à l'hôpital régional de Ngaoundéré, au nom du directeur de l'établissement. Au centre de santé du Lamida de Ngaoundéré, ainsi qu'à la cli-

nique islamique Al Nazaha de la même ville, les remerciements étaient quasi identiques. Les responsables de ces structures ont salué le geste des donateurs et promettent d'en faire bon usage. Selon les responsables de l'Association Konaoga e.V., ces dons s'inscrivent dans leur politique

d'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables du Nord-Cameroun.

L'Association Konaoga e.V. a été fondée en 2023 et œuvre pour soutenir l'agriculture et l'élevage dans les villages, accompagner les enfants, les adolescents, les femmes défavorisées et les

mères célibataires, ainsi que collaborer avec des projets et associations locales œuvrant pour la santé, l'éducation et le développement social.

Les dons remis sont constitués, entre autres, d'une dizaine de stéthoscopes, d'un cardiocytographe, d'un électrocardiogramme, d'une centaine de saturationmètres et d'un tensiomètre sur pied avec tous ses accessoires. Ces équipements sont essentiels pour l'amélioration des conditions de travail du personnel et de la prise en charge des patients.

L'association, représentée au Cameroun par Ibrahim Chérif Defaing et Khadidja Bayero, ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Avec l'appui de leur partenaire Medical Econet, plusieurs autres cargaisons sont annoncées pour couvrir plus de formations sanitaires dont les besoins sont considérables. Cela contribuera à coup sûr à soulager un grand nombre de personnes.

Santé et sécurité au travail

Des journées portes ouvertes sur l'IA et la numérisation au travail

À l'initiative de l'Unité médico-légale et de médecine du travail de la délégation régionale de la Santé publique du Littoral, ces journées sont prévues du 23 au 24 avril 2025 à Douala.

Ghislaine DEUDJUI

La journée mondiale de la santé et sécurité au travail est prévue le 28 avril 2025. En prélude à cette journée, l'Unité médico-légale et de médecine du travail de la délégation régionale de la Santé publique du Littoral organise en son sein des journées portes ouvertes (JPO) les 23 et 24 avril 2025. Objectifs de cette rencontre : sensibiliser un grand nombre de personnes sur l'existence de cette unité, échanger sur le rôle de l'intelligence artificielle et la numérisation du travail.

Au programme de cette première édition des JPO, des thématiques seront développées autour du thème : « rôle de l'IA et de la numérisation au travail ». Il est également prévu des ateliers pratiques, des expositions. Pour comprendre le choix de ces thématiques, Dr Linda Bristelle Demgne Boupda épse Kuitche, point focal régional de l'unité médico-légale et de médecine du travail, indique que, c'est le



Délégation régionale de la Santé publique du Littoral

thème arrêté par l'organisation internationale du travail (OIT) cette année qui parle de « la révolution dans le secteur de la santé : rôle de l'IA et la numérisation au travail ».

« Le but de ces journées est de développer tout d'abord les sous-thèmes autour du thème principal de la journée mondiale de la santé et de la sécurité au travail donc la journée se tiendra le 28 avril prochain pre-

mièrement puis, de profiter de l'occasion pour parler de l'unité médico-légale et de médecine du travail nouvellement mise sur pied », explique-t-elle avant de poursuivre. « Le médecin du travail joue un rôle essentiel dans la prévention des risques professionnels (accident de travail, maladie professionnelle), il est le conseiller de l'employeur dans l'optique d'améliorer la qualité de vie au travail et de préserver la santé des salariés ».

Selon elle, la médecine légale c'est cette spécialité médicale qui utilise les connaissances médicales et biologiques pour les appliquer aux lois qui régissent les droits et les devoirs des hommes vivant en société. La médecine légale « recouvre essentiellement 3 domaines de compétences qui sont : la thanatologie (levée de corps sur les lieux de découverte, l'autopsie médico-légale qui se fait uniquement sur réquisition ou ordon-

nance de l'autorité judiciaire); la médecine légale clinique dite médecine légale du vivant qui est volontiers assimilée à la Victimologie afin d'évaluer le dommage subi par la personne victime dans le but de favoriser leur réparation ; l'Éthique et la déontologie qui traitent des dimensions d'humanisme que l'on retrouve dans la relation médecin malade, informations et consentement du malade, des problèmes de confraternités entre professionnels de la santé... », Détaille-t-elle.

Notons que, l'unité médico-légale et de médecine de travail de la délégation régionale de la Santé publique du Littoral a été mise en place au mois de février 2025. Elle a été créée pour accompagner les structures sanitaires, les autorités judiciaires et les victimes dans la résolution des différends entre tiers dont l'expertise est requise ainsi qu'à la promotion de la santé du personnel des administrations.

Violences faites aux enfants

La CDHC tire la sonnette d'alarme sur la recrudescence des cas

Du 7 au 12 avril 2025, à Maseru, au Royaume du Lesotho, le Pr. James Mouangue Kabila, Président de la Commission des Droits de l'homme du Cameroun (CDHC), a présenté devant le Comité Africain d'Experts le bilan de la situation des droits de l'enfant au Cameroun. Cette occasion a permis de mettre en lumière les avancées fragiles et les défis persistants pour la protection de l'enfance dans le pays.

Elvis Serge NSAA

La 45ème session ordinaire du Comité Africain d'Experts sur les Droits et le Bien-être de l'Enfant a été le théâtre d'une déclaration du Professeur James Mouangue Kabila, Président de la Commission des Droits de l'homme du Cameroun (CDHC). Alors que l'étude sur la mise en œuvre des décisions du Comité et celle sur le changement climatique et les droits de l'enfant étaient à l'ordre du jour, le Cameroun a dressé un bilan en demi-teinte de la situation de ses jeunes citoyens, saluant des avancées notables tout en soulignant des défis majeurs, notamment la « recrudescence des violences contre les enfants ».

Le Pr. Kabila a d'emblée exprimé sa satisfaction de s'adresser à ce « prestigieux parterre », reconnaissant l'importance de cette session placée sous le signe de « l'action concertée ». Il a ensuite brossé un tableau de la situation des droits de l'enfant au Cameroun durant l'intersession, mettant en lumière quelques avancées majeures. Parmi celles-ci, il a cité avec satisfaction l'adoption de la loi du 23 décembre 2024 portant organisation du système d'enregistrement des faits d'état civil, fruit d'un plaidoyer de la CDHC. Cette loi introduit des innovations significatives avec « l'extension des délais de déclaration de naissance qui sont passés de 30 à 90 jours et ii) l'extension des délais de réquisition du Procureur de la République qui



Le Pr James Mouangue Kabila, Président de la Commission des Droits de l'homme du Cameroun (CDHC)

sont passés de 6 à 12 mois ». Le Président de la CDHC a également mentionné la validation multisectorielle de la politique nationale d'évaluation inclusive et « l'intense activité de la CDHC sur les questions liées aux Droits de l'enfant », illustrée par une rencontre avec la représentante pays de l'UNICEF.

La Commission s'est également félicitée de ses propres actions de promotion, notamment la publication de sept déclarations de sensibilisation à l'occasion des journées africaines et universelles des Droits de l'homme en lien avec les Droits de l'enfant depuis novembre 2024. De plus, elle a transmis les six recommandations relatives aux Droits de l'enfant, sur les 220 acceptées par l'État le 26 mars 2024, à l'occasion de l'adoption du Rapport

du passage du Cameroun au 4^e cycle de l'Examen périodique universel (EPU) à de nombreuses structures étatiques et OSC. Une consultation menée auprès de 400 enfants a révélé que, 92,25% des élèves connaissent les principaux Droits de l'enfant, mais que la violence sous toutes ses formes, les formes interdites de travail des enfants et le droit à l'éducation sont les trois préoccupations majeures des enfants. La CDHC a également révélé avoir enregistré et mené des investigations sur 75 allégations de violation des Droits de l'enfant entre janvier et mars 2025, dont la majorité se situent dans la région du Nord-Ouest.

Cependant, derrière ces avancées se cachent des défis persistants et alarmants. Le Pr. Kabila a exprimé sa vive préoccupation

face à la recrudescence des violences contre les enfants, notamment dans les trois Régions du pays (sur dix) en proie à l'insécurité. Il a souligné que les attaques répétées de la secte terroriste Boko Haram dans les Régions de l'Extrême-Nord et celles des terroristes sécessionnistes dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest continuent de causer de vives souffrances aux enfants, souvent plongés dans la détresse. Au-delà de cette urgence sécuritaire, la CDHC déplore la persistance de quatre défis majeurs : la faible réalisation du droit à l'éducation des enfants handicapés ; les violences domestiques à l'encontre des enfants ; la persistance des mariages précoces et forcés, ainsi que le faible engagement du Gouvernement à éradiquer les mutilations génitales

féminines.

Face à ces défis, la CDHC a formulé 68 recommandations, appelant notamment à « un accès élargi et inclusif à l'éducation, ainsi qu'à une éducation de qualité, à l'enregistrement systématique des naissances et des autres faits d'état civil autant qu'à la condamnation systématique des auteurs de mutilations génitales et des mariages précoces. » Le Pr. Kabila a ainsi exprimé la « profonde conviction » de la CDHC que le Comité devrait « engager toutes les parties prenantes à accroître la sensibilisation des populations et des acteurs de la chaîne judiciaire pour que chaque enfant né en Afrique ait automatiquement un acte de naissance » et « combattre toutes les atteintes aux Droits des enfants y compris ceux des filles ». Il a également insisté sur la nécessité d'« engager tous les acteurs pertinents à poursuivre la mise en place de mesures visant à accélérer l'accès gratuit et inclusif à une éducation de qualité pour tous ».

Le Président de la CDHC a réitéré « l'engagement sans équivoque de la CDHC à continuer à tenir son rang éminent de 70 INDH affiliée au Comité en accomplissant son labeur quotidien, dans l'optique de renforcer la réalisation de tous les Droits des enfants au Cameroun et partout en Afrique. » Cette déclaration forte et détaillée met en lumière les efforts déployés, mais surtout l'urgence d'agir face à la vulnérabilité persistante des enfants au Cameroun.

ÉCHOS SANTÉ

Tél: (+237) 694 819 937 / 672 500 093
Web: www.echosante.info
E-mail: info@echosante.info

Suivez-nous sur :

ACHETER VOTRE JOURNAL SUR
www.boutique.echosante.info

OU SOUSCRIVEZ À UN ABONNEMENT ANNUEL À

50.000 FCFA

ECHOS SANTÉ, INFORMATION SANITAIRE À VOTRE PORTÉE

**LISEZ ET FAITES LIRE LE QUOTIDIEN ECHOS SANTÉ,
LA RÉFÉRENCE EN MATIÈRE D'INFORMATIONS SANITAIRES
SITE WEB : WWW.ECHOSANTE.INFO**

Couverture Santé Universelle au Cameroun

Deux ans après, où en est-on ?

Le 12 avril 2023 marquait une avancée majeure dans le système de santé camerounais avec le lancement officiel de la phase pilote de la Couverture Santé Universelle (CSU) à Mandjou, dans la région de l'Est.

En deux ans, le programme a enrôlé près de 4 millions de bénéficiaires. Plus de 400 000 enfants de moins de 5 ans ont été traités gratuitement du paludisme, En matière de VIH, près de 481 000 personnes sont sous traitement antirétroviral sans frais, tandis que 25 705 malades de la tuberculose bénéficient eux aussi d'une prise en charge gratuite.

Malgré ces avancées, le dispositif reste freiné par le remboursement tardif des prestations et un besoin important de financements.

Mireille SIAPJE

Initiée sur instruction du Chef de l'État en 2015, la Couverture santé universelle (CSU) vise à renforcer la couverture sanitaire des populations, en particulier les plus démunies, grâce à une offre de soins préventifs, promotionnels et curatifs. L'objectif est clair : d'ici 2026, couvrir 80% des cibles prioritaires et réduire de 80% les paiements directs liés à l'utilisation des services de santé couverts.

Le panier des soins de la CSU inclut notamment des consultations gratuites pour les enfants de 0 à 5 ans, la prise en charge quasi intégrale des soins liés au paludisme, aux grossesses, à la tuberculose, au VIH/Sida ainsi que la dialyse à coût symbolique. En deux ans, le programme a enrôlé près de 4 millions de bénéficiaires sur plus de 4,6 millions de pré-enrôlés. Le volet préventif affiche des chiffres encourageants : plus de 1,5 million d'enfants ont reçu de la vitamine A, près de 3,7 millions d'enfants ont été vaccinés contre la rougeole, les oreillons et la rubéole, plus de 1,3 million de femmes enceintes ont reçu une supplémentation en fer et 647 451 d'entre elles ont bénéficié du traitement préventif du paludisme.

Côté curatif, les résultats affichent plus de 1,1 million d'enfants ont été consultés gratuitement, plus de 400 000 enfants de moins de 5 ans ont été traités gratuitement du paludisme, plus de 281 000 accouchements ont été réalisés à tarif réduit, avec une prise en charge quasi totale en cas de césarienne (seulement 6 000 FCFA déboursés par les patientes).

En matière de VIH, près de 481 000 personnes sont sous traitement antirétroviral sans frais, tandis que 25 705 malades de la tuberculose bénéficient eux aussi d'une prise en charge gratuite.



La prise en charge des patients nécessitant une dialyse a, quant à elle, été grandement facilitée : ils ne déboursent plus que 15 000 FCFA par an contre 520 000 FCFA avant la mise en œuvre de la CSU.

Malgré ces progrès, la Couverture santé universelle se heurte à plusieurs difficultés. Parmi elles, le remboursement tardif des prestations médicales et non médicales ainsi que l'insuffisance des ressources financières, notamment pour les activités de suivi et d'évaluation.

Dans la région du Nord-Ouest par exemple, l'effectif réduit du personnel de santé compromet l'accessibilité et la qualité des soins. De plus, la sensibilisation doit se poursuivre pour atteindre les populations les plus isolées, souvent mises à l'écart des campagnes sanitaires.

Les experts s'accordent sur l'importance d'investir dans la formation continue des agents de santé et d'améliorer les infras-

tructures. Le Dr Ambe Lionel a souligné, lors de la mobilisation, la nécessité d'une collaboration renforcée entre les acteurs de la santé, y compris les ONG et les partenaires internationaux, pour faire face à ces obstacles.

Perspectives : vers une couverture plus complète

Le gouvernement prévoit de poursuivre le plaidoyer pour l'adoption d'une loi spécifique sur la CSU, essentielle pour garantir sa pérennité et son extension. Par ailleurs, l'extension du « chèque santé CSU » aux régions du Centre, du Littoral et de l'Ouest est envisagée, afin d'atteindre une couverture nationale complète.

Le renforcement des capacités des élus locaux, le remboursement régulier des prestations et l'étude d'intégration d'autres pathologies telles que les hépatites virales ou le diabète infantile figurent aussi parmi les axes prioritaires des prochaines années.

Les chiffres clés de la CSU au Cameroun (2023-2025)

- 3 911 979 PERSONNES ENRÔLÉES DANS LA CSU EN DEUX ANS.
- 281 771 ACCOUCHEMENTS RÉALISÉS SOUS CSU, POUR SEULEMENT 6 000 FCFA.
- 11 059 CÉSARIENNES AVEC UNE PRISE EN CHARGE DE 95%.
- 1 169 268 ENFANTS CONSULTÉS GRATUITEMENT POUR TOUTE PATHOLOGIE.
- 407 476 ENFANTS TRAITÉS GRATUITEMENT POUR LE PALUDISME SIMPLE.
- 312 544 ENFANTS TRAITÉS GRATUITEMENT POUR LE PALUDISME GRAVE.
- 1 230 PERSONNES DIALYSÉES POUR 15 000 FCFA PAR AN (CONTRE 520 000 FCFA AUPARAVANT).
- 481 147 PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH REÇOIVENT LEUR TRAITEMENT GRATUITEMENT.
- 25 705 PATIENTS TUBERCULEUX PRIS EN CHARGE SANS FRAIS.
- 3 652 608 ENFANTS VACCINÉS CONTRE LA ROUGEOLE, LES OREILLONS ET LA RUBÉOLE.

ÉCHOS SANTÉ
Tél: (+237) 694 819 937 / 672 500 093
Web: www.echosante.info
E-mail: info@echosante.info

Suivez-nous sur :
f t i n

ACHETER VOTRE JOURNAL SUR
www.boutique.echosante.info
OU SOUSCRIVEZ À UN ABONNEMENT ANNUEL À
50.000 FCFA
ÉCHOS SANTÉ, INFORMATION SANITAIRE À VOTRE PORTÉE



Projet INTEGRES-TB dans le Nord

Vers une intégration du dépistage de la tuberculose à la chimio prévention du paludisme saisonnier pour sauver les enfants

Du 9 au 10 avril 2025, la ville de Garoua a accueilli un atelier axé sur l'intégration du dépistage actif de la tuberculose (TB) au sein de la campagne de chimio prévention du paludisme saisonnier (CPS). Organisé dans le cadre du projet INTEGRES-TB, cet atelier a rassemblé des acteurs clés de la santé de la région du Nord, réunis pour préparer le déploiement d'une stratégie visant à réduire la mortalité infantile due à ces deux maladies.

Marcus DARE

L'enjeu est celui d'améliorer significativement le dépistage et le diagnostic de la tuberculose chez les enfants, une population particulièrement vulnérable. L'atelier, qui s'inscrit dans une perspective de renforcement des districts de santé, a réuni un large éventail de participants. Au cœur de cette mobilisation se trouvaient les acteurs communautaires : les organisations à base communautaire (OBC), les associations de femmes, les agents de santé communautaire polyvalents (ASCP), et les leaders religieux. Ces acteurs, essentiels à la réussite du projet sur le terrain, ont travaillé aux côtés des représentants du Programme nationale de lutte contre la tuberculose, du Programme nationale de lutte contre le paludisme, de la cellule de la chimio prévention du paludisme, et des partenaires financiers du projet INTEGRES-TB. La présence de ces différents acteurs est une preuve de la volonté collective de lutter contre la TB et le paludisme chez l'enfant. Le projet INTEGRES-TB, à l'origine de cet atelier, vise à renforcer les systèmes de santé pour un meilleur dépistage et diagnostic de la tuberculose pédiatrique. Il propose une approche à deux volets



: L'intégration du dépistage de la TB à la campagne de chimio préventive du paludisme saisonnier, prévue en juin 2025, est au cœur de cette stratégie. En ciblant les enfants lors de la CPS, l'idée ici est de maximiser les chances de dépistage précoce de la tuberculose, améliorant ainsi le pronostic. Cette approche pragmatique permet d'optimiser les ressources et de toucher un maximum d'enfants. L'autre volet du projet qui n'est pas de moindre importance consiste à renforcer les capacités des centres de santé qui recevront les enfants suspects de tuberculose. Une meilleure formation du personnel médical,

un accès accru aux outils diagnostiques et une organisation optimisée des flux patients sont autant d'éléments qui contribueront à un diagnostic plus rapide et plus précis.

L'impact de ce programme est considérable. Quatre districts de santé de la région du Nord, représentant une population d'environ 940 593 habitants, bénéficient de cette initiative. Il s'agit de Lagdo, Gashiga, Garoua 2 et Figuil. La cible prioritaire est les enfants de moins de 5 ans, la tranche d'âge la plus vulnérable face à la TB et au paludisme.

Les deux jours d'atelier ont été riches en échanges et en ré-

flexions. La première journée a été consacrée à la mise en œuvre de la CPS 2025, à l'examen des outils et des chronogrammes, au partage d'expériences sur le dépistage de la TB chez les enfants, aux recommandations du Programme National de Lutte contre la Tuberculose (PNLT), et à l'identification des signes et symptômes de la TB à intégrer dans le processus de la CPS. La seconde journée a permis d'analyser les inégalités de genre et les barrières d'accès aux soins pour les enfants dans le contexte de la CPS et de la TB. Des stratégies d'anticipation et des mesures d'atténuation des obstacles à

l'accès aux soins ont également été élaborées. Ces discussions ont permis de cerner les défis spécifiques à chaque communauté et d'adapter les stratégies d'intervention en conséquence. L'implication des leaders religieux s'est avérée particulièrement importante pour lever les réticences et garantir l'adhésion des populations.

Les coordonnateurs régionaux des Groupes Techniques de (GTR) Tuberculose et du Paludisme du Nord ont souligné l'importance de cette initiative et réaffirmé leur engagement total pour la réussite du projet. Le Délégué régional de la santé publique du Nord, qui a suivi attentivement les travaux de l'atelier, a quant à lui mis l'accent sur l'impact potentiel de ce projet dans la réduction de la mortalité infantile, soulignant son importance capitale pour la santé publique de la région.

L'intégration du dépistage de la TB à la CPS représente donc une stratégie innovante et prometteuse, susceptible de sauver de nombreuses vies. La réussite de ce projet va aussi dépendre de la collaboration continue entre tous les acteurs impliqués, de la mobilisation communautaire et de la mise en place effective des stratégies définies lors de cet atelier.

« Il y a un trop grand gap entre les enfants dépistés, notifiés de tuberculose pour ce qui concerne la région du Nord. »

Dr TAGUEBE Jean, Instigateur Principal Projet INTEGRES-TB

L'objet de cet atelier, c'est la préparation de l'intégration du dépistage plutôt systématique, le dépistage actif de la tuberculose au cours de la chimio prophylaxie du paludisme dans la région du nord, plus particulièrement dans quatre districts de santé que sont les districts de santé de Lagdo, de Gaschiga, de Garoua 2 et de Figuil. Et, pour ne pas faire des erreurs et pour pouvoir absolument mesurer les évidences, on devra faire un pilote sur le district de santé de Garoua 1, plus particulièrement dans l'aire de santé de Nakon et de Ouro Labo, au



cours de la chimio prophylaxie de 2025 qui est programmée pour le

mois de juin. Cette activité s'inscrit absolument dans l'un des axes du plan stratégique national de la lutte contre la tuberculose, à savoir d'intensifier le dépistage chez les personnes à risque, notamment les enfants âgés de moins de 5 ans où il y a une très faible notification.

Je voudrais juste rappeler au Cameroun, on atteint que 12% des personnes dépistées pour la tuberculose soit des enfants et il va s'en dire qu'actuellement au Cameroun, nous sommes autour de 6% et la région du Nord particulièrement est à 3,9% donc il

y a un trop grand gap entre les enfants dépistés, notifiés, tuberculose pour ce qui concerne la région du Nord. Maintenant également, je voudrais dire que cela s'inscrit aussi dans une obligation plutôt sur le plan international. Il y a quelques années, l'Organisation mondiale de la santé a donné des recommandations plutôt conditionnelles pour le diagnostic de la tuberculose chez l'enfant, à savoir d'utiliser les algorithmes de décision de traitement basés sur des scores et au cours du travail qui sera fait sur le Nord, à savoir le dépistage sys-

tématique et intensif au cours de la chimio prophylaxie saisonnière du paludisme. L'objectif principal est de diminuer le gap entre la notification de la tuberculose de l'enfant qui est pratiquement de plus de 60% dans la région du nord du Cameroun pour ce qui concerne les enfants et plus particulièrement il faudrait dire chez les enfants de moins de 5 ans, cette notification est d'ailleurs d'autant plus faible.

Propos recueillis par Marcus Dare

La Haute-Loire

Trois espèces invasives et dangereuses pour la santé

Les personnes qui sont exposées à ces espèces peuvent souffrir de réactions allergiques graves, de brûlures, de lésions cutanées et de problèmes respiratoires. Il est donc important de prendre des précautions lors de la manipulation de ces espèces et de porter des vêtements de protection pour éviter les contacts avec les poils urticants ou les composés chimiques toxiques.

Angélique EKAMAN Stg

La Haute-Loire est un département situé dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, connu pour ses paysages naturels et sa biodiversité. Cependant, comme dans de nombreux autres endroits du monde, certaines espèces invasives et dangereuses pour la santé prolifèrent dans la région. L'ambrosie à feuilles de chanvre est une plante invasive originaire d'Amérique du Nord. Elle est connue pour ses feuilles ressemblant à celles du chanvre et ses fleurs jaunes. Cette plante est très allergène et peut provoquer des réactions graves chez les personnes sensibles, notamment des problèmes respiratoires, des éruptions cutanées et des conjonctivites. L'ambrosie à feuilles de chanvre est également capable de produire des quantités importantes de pollen, ce qui peut aggraver les symptômes de l'allergie. La berce du Caucase est une plante invasive originaire du Caucase. Elle est connue pour ses feuilles géantes et ses fleurs blanches. Cette plante contient des composés chimiques qui

peuvent provoquer des brûlures graves et des lésions cutanées chez les personnes qui la touchent. Les personnes qui ont manipulé la berce du Caucase ont rapporté des symptômes tels que des douleurs, des rougeurs et des ampoules. Il est donc important de prendre des précautions lors de la manipulation de cette plante.

La processionnaire du pin est un insecte invasif originaire du bassin méditerranéen. Elle est connue pour ses colonies de chenilles qui se déplacent en procession le long des troncs des pins. Les chenilles de la processionnaire du pin ont des poils urticants qui peuvent provoquer des réactions allergiques graves chez les personnes qui les touchent. Les symptômes peuvent inclure des démangeaisons, des rougeurs, des gonflements et des difficultés respiratoires. Il est donc important de prendre des précautions lors de la manipulation des pins infestés par la processionnaire du pin.

Les trois espèces invasives présentées ci-dessus posent des risques importants pour la santé humaine. Les personnes qui sont exposées à ces espèces peuvent souffrir de réactions allergiques



Les trois espèces invasives présentées ci-dessus posent des risques importants pour la santé humaine

graves, de brûlures, de lésions cutanées et de problèmes respiratoires. Il est donc important de prendre des précautions lors de la manipulation de ces espèces et de porter des vêtements de protection pour éviter les contacts avec les poils urticants ou les composés chimiques toxiques. Pour prévenir les risques posés par ces espèces invasives, il est important de prendre des mesures de prévention. Les personnes qui vivent dans les zones infestées doivent être informées

des risques et des précautions à prendre. Les autorités locales doivent également prendre des mesures pour contrôler la propagation de ces espèces et pour éliminer les individus qui posent un risque pour la santé humaine. La sensibilisation est un élément clé pour prévenir les risques posés par les espèces invasives. Les personnes doivent être informées des risques et des précautions à prendre pour éviter les contacts avec ces espèces. Les autorités locales doivent égale-

ment organiser des campagnes de sensibilisation pour informer les personnes des risques et des mesures de prévention. Les trois espèces invasives présentées ci-dessus posent des risques importants pour la santé humaine. Il est donc important de prendre des précautions lors de la manipulation de ces espèces et de porter des vêtements de protection pour éviter les contacts avec les poils urticants ou les composés chimiques toxiques.

Test de médicaments

Des milliers d'animaux pourraient être épargnés

Des scientifiques et des entreprises sont en train de développer de nouvelles méthodes de test qui pourraient remplacer les tests sur les animaux.

Angélique EKAMAN Stg

Les tests de médicaments sur les animaux sont une étape cruciale dans le processus de développement de nouveaux médicaments. Les entreprises pharmaceutiques utilisent des animaux pour tester la sécurité et l'efficacité de leurs produits avant de les soumettre à des essais cliniques sur des humains. Cependant, cette pratique est controversée, car elle implique la souffrance et la mort d'animaux. Des scientifiques et des entreprises sont en train de développer de nouvelles méthodes de test qui pourraient remplacer les tests sur les animaux. Ces méthodes utilisent des technologies telles que la biologie synthétique, les modèles de simulation informatique et les cultures de cellules pour tester les médicaments. Par exemple, des chercheurs ont développé des modèles de simulation informatique qui peuvent prédire la façon dont



Les nouvelles méthodes de test offrent plusieurs avantages par rapport aux tests sur les animaux.

un médicament se comportera dans le corps humain, sans avoir besoin de tester sur des animaux. Les nouvelles méthodes de test offrent plusieurs avantages par rapport aux tests sur les animaux. Tout d'abord, elles sont plus rapides et moins coûteuses que les tests sur les animaux. Ensuite, elles sont plus précises, car elles peuvent simuler les conditions du corps humain de manière plus réaliste que les tests sur les

animaux. Enfin, elles épargnent des milliers d'animaux chaque année, ce qui est un avantage éthique important. Il existe plusieurs exemples de nouvelles méthodes de test qui sont en développement. Par exemple, la société de biotechnologie, Celavie, a développé une méthode de test qui utilise des cultures de cellules pour tester les médicaments. Cette méthode est plus rapide et moins coûteuse

que les tests sur les animaux, et elle peut être utilisée pour tester une large gamme de médicaments. Une autre société, Insilico Medicine, a développé une méthode de test qui utilise des modèles de simulation informatique pour prédire la façon dont un médicament se comportera dans le corps humain. Malgré les avantages des nouvelles méthodes de test, il existe encore des défis à relever avant qu'elles puissent être largement adoptées. Par exemple, les régulateurs doivent encore approuver ces méthodes et les entreprises pharmaceutiques doivent investir dans la recherche et le développement pour les mettre en œuvre. De plus, les nouvelles méthodes de test doivent être validées pour garantir qu'elles sont fiables et précises. Les nouvelles méthodes de test de médicaments pourraient permettre d'épargner des milliers d'animaux chaque année. Ces méthodes utilisent des technologies telles que la biologie synthé-

tique, les modèles de simulation informatique et les cultures de cellules pour tester les médicaments. Les avantages de ces méthodes incluent la rapidité, la précision et l'éthique. Cependant, il existe encore des défis à relever avant qu'elles puissent être largement adoptées. Nous espérons que ces nouvelles méthodes de test seront bientôt disponibles pour épargner des milliers d'animaux et améliorer la recherche médicale. Il existe plusieurs organisations qui travaillent pour réduire les tests sur les animaux et promouvoir les nouvelles méthodes de test. Par exemple, l'Organisation pour la prévention des souffrances animales (OPSA) travaille pour réduire les tests sur les animaux et promouvoir les méthodes alternatives. L'OPSA collabore avec les entreprises pharmaceutiques, les régulateurs et les scientifiques pour développer et valider les nouvelles méthodes de test.

Médecine traditionnelle

Le gouvernement ivoirien promeut l'utilisation des plantes médicinales

La médecine traditionnelle est devenue une partie intégrante du système de santé ivoirien, et les plantes médicinales et les pratiques traditionnelles sont utilisées pour soigner un large éventail de maladies.

Danielle NGO NGEN Stg

La médecine traditionnelle est une pratique ancienne en Côte d'Ivoire, où les plantes médicinales et les remèdes naturels ont toujours été utilisés pour soigner les maladies. Les communautés traditionnelles ivoiriennes ont développé une connaissance approfondie des propriétés médicinales des plantes, qui ont été transmises de génération en génération.

Dans les années 1990, le gouvernement ivoirien a décidé de développer la médecine traditionnelle de manière structurée. Une politique de développement de la médecine traditionnelle a été mise en place, qui vise à promouvoir l'utilisation des plantes médicinales et des pratiques traditionnelles pour améliorer la santé des populations.

En 2002, le gouvernement ivoirien a créé l'Institut de médecine traditionnelle (IMT), qui est chargé de développer et de promouvoir la médecine traditionnelle dans le pays. L'IMT est responsable de la recherche, de la formation et de la régulation de la médecine traditionnelle en Côte d'Ivoire.

L'IMT offre des formations pour les praticiens de la médecine traditionnelle, qui sont chargés de soigner les patients à l'aide de plantes médicinales et de pra-



La Côte d'Ivoire est devenue un modèle pour l'Afrique en matière de médecine traditionnelle.

tiques traditionnelles. Les formations sont dispensées dans des écoles de médecine traditionnelle, qui sont réparties dans tout le pays.

L'IMT est également chargé de réguler la médecine traditionnelle en Côte d'Ivoire. L'institut établit des normes pour la qualité des plantes médicinales et des pratiques traditionnelles, et il contrôle l'activité des praticiens de la médecine traditionnelle.

La politique de développement de la mé-

decine traditionnelle en Côte d'Ivoire a donné des résultats positifs. La médecine traditionnelle est devenue une partie intégrante du système de santé ivoirien, et les plantes médicinales et les pratiques traditionnelles sont utilisées pour soigner un large éventail de maladies.

La Côte d'Ivoire est devenue un modèle pour l'Afrique en matière de médecine traditionnelle. Le pays a montré que la médecine traditionnelle peut être développée de manière structurée et régulée,

et que les plantes médicinales et les pratiques traditionnelles peuvent être utilisées pour améliorer la santé des populations.

Cependant, la Côte d'Ivoire doit encore relever des défis pour développer la médecine traditionnelle. Le pays doit renforcer la formation des praticiens, améliorer la régulation de la médecine traditionnelle et promouvoir l'utilisation des plantes médicinales et des pratiques traditionnelles dans le système de santé.

La Côte d'Ivoire coopère avec d'autres pays africains pour développer la médecine traditionnelle. Le pays participe à des programmes de coopération internationale, tels que le Programme de coopération en matière de médecine traditionnelle de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

La médecine traditionnelle est un atout pour la santé en Côte d'Ivoire. Les plantes médicinales et les pratiques traditionnelles peuvent être utilisées pour soigner un large éventail de maladies, et la médecine traditionnelle peut contribuer à améliorer la santé des populations. L'avenir de la médecine traditionnelle en Côte d'Ivoire est prometteur. Le pays a mis en place une politique de développement de la médecine traditionnelle, et les résultats sont positifs.

Moringa

Utilisée pour traiter les problèmes de peau, les cheveux et les articulations

Les antioxydants et les vitamines présents dans la Moringa aident à nourrir les cheveux et à les protéger contre les dommages causés par les radicaux libres. La Moringa est également riche en protéines, ce qui la rend très bénéfique pour les cheveux, notamment pour les cheveux secs et cassants.

Danielle NGO NGEN Stg

La Moringa, également connue sous le nom d'arbre de vie, est une plante qui a été utilisée pendant des siècles pour ses propriétés médicinales et cosmétiques. Les produits cosmétiques fabriqués à base de Moringa sont de plus en plus populaires en raison de leurs vertus thérapeutiques pour la peau et les cheveux. La Moringa est une plante qui pousse dans les régions tropicales et subtropicales du monde. Elle est riche en antioxydants, en vitamines et en minéraux, ce qui la rend très bénéfique pour la santé. La Moringa a été utilisée pendant des siècles pour traiter diverses maladies, notamment les problèmes de peau, les cheveux et les articulations.

La Moringa est riche en antioxydants, ce qui la rend très bénéfique pour la peau. Les antioxydants aident à protéger la peau contre les dommages causés par



La Moringa est riche en antioxydants, ce qui la rend très bénéfique pour la peau

les radicaux libres, qui peuvent provoquer des rides, des taches et d'autres problèmes de peau. La Moringa est également riche en vitamine C, qui est importante pour la production de collagène, une protéine qui aide à maintenir la peau ferme et élastique.

La Moringa est également bénéfique pour les cheveux. Les antioxydants et les vitamines présents dans la Moringa aident à nourrir les cheveux et à les protéger contre les dommages

causés par les radicaux libres. La Moringa est également riche en protéines, ce qui la rend très bénéfique pour les cheveux, notamment pour les cheveux secs et cassants.

Il existe de nombreux produits cosmétiques à base de Moringa, notamment des crèmes, des lotions, des shampoings et des conditionneurs. Ces produits sont fabriqués à partir de l'huile de Moringa, qui est riche en antioxydants et en vitamines. Les

produits cosmétiques à base de Moringa sont très bénéfiques pour la peau et les cheveux, et peuvent aider à traiter diverses maladies, notamment les problèmes de peau, les cheveux secs et cassants, et les problèmes de scalp.

Lors de la fabrication de produits cosmétiques, il est très important de mettre en avant la santé. Les produits cosmétiques doivent être fabriqués à partir d'ingrédients naturels et surs, et doivent

être testés pour garantir leur sécurité et leur efficacité. Les produits cosmétiques à base de Moringa sont très bénéfiques pour la santé, car ils sont fabriqués à partir d'une plante naturelle qui est riche en antioxydants et en vitamines.

Les produits cosmétiques à base de Moringa sont très bénéfiques pour la santé et la beauté. La Moringa est une plante qui a été utilisée pendant des siècles pour ses propriétés médicinales et cosmétiques, et est riche en antioxydants, en vitamines et en minéraux. Les produits cosmétiques à base de Moringa peuvent aider à traiter diverses maladies, notamment les problèmes de peau, les cheveux secs et cassants, et les problèmes de scalp. Il est très important de mettre en avant la santé lors de la fabrication de produits cosmétiques, et les produits cosmétiques à base de Moringa sont un excellent choix pour ceux qui cherchent des produits naturels et surs pour leur peau et leurs cheveux.

Affaire Manuella Fenou

Les éclairages du Dr Thom Bolivar

Dans une interview accordée à notre rédaction, le Sous-Directeur en charge de la Médecine du Sport en service au ministère des Sports et de l'éducation physique (Minsep) parle de la contribution de l'Etat dans la prise en charge de la jeune Judokate, Manuella Fenou (19 ans) immédiatement après l'accident dont elle a été victime au cours d'une compétition internationale de Judo disputée il y a quelques années au palais polyvalent des Sports de Yaoundé.

Peut-on dire que les dispositions ont été prises par l'Etat à travers le Minsep pour assurer les athlètes Camerounais au cours de la compétition pendant laquelle la jeune judokate, Manuella Fenou s'est blessée ?

Il faut déjà savoir que toutes les prédispositions avaient été prises, parce que lorsqu'elle fait la chute au palais des Sports de Yaoundé, l'équipe médicale présente a immédiatement essayé de voir ce qui ne va pas. On est en face d'une patiente inconsciente et tétraplégique dont la région cervicale est presque inerte. Qu'est-ce qu'on fait directement ? On l'a mise dans une position sécurisée. Immédiatement, on a eu à lui mettre un conseil cervical. Ensuite, elle a été référée dans les hôpitaux de référence de proximité, et l'hôpital de choix a été porté sur l'Hôpital Général de Yaoundé. Parce qu'il faut noter que cette athlète a eu un traumatisme sévère du rachis cervical.

Une fois arrivée à l'hôpital, qu'est ce qui a été fait ?

Une fois qu'elle est arrivée à l'hôpital Général de Yaoundé, on a eu à faire à cette athlète un scanner. Et lorsque le scanner a été fait, il était clair. L'athlète souffre d'une fracture luxation de la zone cervicale avec une rupture complète de la moelle épinière. Et nous savons que ce sont des traumatismes où généralement le pourcentage du décès va jusqu'à pratiquement 98% et le pourcentage de suivi c'est de 2%. C'est pour ça qu'il fallait que

des vrais spécialistes puissent prendre en charge cette jeune fille. On a fait appel au Pr Vincent de Paul Ndjientcheu, qui est l'ancien Directeur de l'Hôpital Général de Yaoundé. Il est un grand expert dans la chose. C'est un maître de la neurochirurgie au Cameroun. Donc le professeur Ndjientcheu et ses collègues spécialistes ont eu à la prendre en charge. Et laissez-moi vous dire, le pronostic était très clair. Parce que lorsque vous avez une fracture luxation du rachis cervical avec rupture de la moelle, c'est clair que vous allez perdre la motricité. Mais, il était question aussi qu'on se batte, afin qu'elle ne soit pas comme un légume. Nous devions au moins récupérer la stabilité du rachis ou de la colonne vertébrale.

L'opération a été faite selon les règles de l'art, et cette dernière a récupéré. Et il faut savoir qu'avant d'entrer au bloc opératoire, le mandataire de la famille qui était le père de la famille a été interpellé par rapport à ce sujet. On lui a donné le pronostic de la malade, les pourcentages d'échec et les pourcentages de réussite de l'acte qui doit être opposé. Parce que je vous ai dit, le pourcentage de celui-là était quasi nul. Vous comprenez un peu. Donc, le papa a donné son accord, parce qu'il a dit, il aimerait au moins que sa fille ait une autre vie. Le plus important à ce moment-là était d'abord de récupérer la vie de la fille. Et qu'on puisse voir dans quelle mesure, ne serait-ce que la stabilité du rachis soit là. Et c'est ce qui a été fait.

Que s'est-il passé après le bloc opératoire ?



Donc après le bloc, on l'a récupéré. Elle est devenue consciente. Maintenant, il était question qu'on la réfère au Centre des handicapés, d'Etoug Ebe à Yaoundé pour qu'elle puisse commencer à faire une rééducation fonctionnelle. Pour que le rachis soit de plus en plus stable. Et, lorsqu'on a commencé à faire la rééducation du rachis, Dieu merci pour nous, la tétraplégie est finie en paraplégie. Ça veut dire qu'elle commence déjà à légèrement mouvoir les membres supérieurs. Et, malgré qu'elle ait perdu la motricité des membres inférieurs. C'est pour ça que je parle de paraplégie. Donc il faut savoir que toutes les prédispositions ont été prises.

Et on est même allé jusqu'à un peu plus. Je peux dire, qu'on a surpassé la police d'assurance de la compétition. Parce que

la police d'assurance qui était prévue, c'était pour toute une équipe. Lorsque vous avez 10 Judokas, si on vous donne une police d'assurance, elle couvre les 10 judokas. Mais, le cas qu'elle a eu, a fait que l'état du Cameroun se mobilise. Encore, en faisant un appui financier supplémentaire qui va au-dessus de la police d'assurance.

Parce que son acte chirurgical coûtait extrêmement cher. Et avec la rééducation fonctionnelle qu'elle a faite au centre des handicapés d'Etoug Ebe. Donc, ce n'était pas chose facile, mais Dieu merci.

Est-ce que vous avez noté quelques motifs de satisfaction ? Et quels sont vos pronostics pour l'avenir de cette jeune athlète ?

Premièrement, là où nous sommes satisfaits, c'est que la jeune fille a eu à récupérer la vie. Deuxièmement, l'instabilité du rachis, malgré qu'elle soit sous fauteuil roulant. Troisièmement, c'est vrai qu'il y a eu perte de la motricité. Mais, cette perte de la motricité, nous avons espoir qu'avec le temps, qu'elle puisse aussi retrouver la motricité des membres inférieurs. Mais, il faut savoir déjà que lorsqu'il y a fracture ou luxation avec section complète de la moelle épinière, ça il faut qu'on se dise la vérité, les scientifiques le savent, les chances pour que vous retrouviez votre motricité, sont très faibles. Je pourrais dire même dans les 2 à 3%. Mais vous savez, nous les médecins, ce qu'on fait, on soigne et le Seigneur fait le reste.

Propos recueillis par Junior NTEPPE KASSI

Semi-marathon Nkul Nnam 2025

La 5^{ème} édition se prépare

La promotrice de ce rendez-vous de sport pour les athlètes Masters, Léonie Etong était face à la presse le vendredi 11 avril 2025 à Yaoundé. Au cours de son échange avec les Hommes de médias, elle a présenté les contours de cet évènement ainsi que les innovations.

Junior NTEPPE KASSI

Plus que quelques jours et la ville de Yaoundé vibrera au rythme de la 5^e édition du Semi-Marathon Nkul Nnam. Un événement soutenu par la Fédération Camerounaise d'Athlétisme et le ministère des Sports et de l'éducation physique (Minsep) qui réunit les athlètes âgés de 35 ans et plus. Prévue le samedi 26 avril 2025, cette compétition internationale regroupera près de 2000 athlètes issus des quatre coins du monde.

Face à la presse le vendredi, 11 avril 2025, la promotrice de l'évènement accompagné des membres du comité d'organisation a apporté des précisions sur les préparatifs de ce rendez-vous de course sur route qui prend de l'ampleur au fil des années au Cameroun. « Nous avons conçu et accouché un concept ensemble. Au jour le jour, j'ai l'impression que ce bébé au lieu de ramper, marche et il veut même déjà courir. Parce qu'à ce jour, nous sommes presque prêts pour l'organisation de la 5^{ème} édition. Nous avons déjà enregistré beaucoup d'inscriptions avec notamment les athlètes venant de 17 pays étrangers. J'imagine qu'au soir de la clôture des inscriptions, nous serons

à 2000 athlètes », explique Léonie Etong, promotrice du Semi-Marathon Nkul-Nnam Masters Athletics. Tout en ajoutant : « Je voudrais que le Semi-Marathon Nkul-Nnam soit un évènement phare de la ville de Yaoundé. C'est pourquoi, je m'investis personnellement sur le plan financier et organisationnel avec l'appui de mes partenaires notamment le Ministère des Sports et de l'éducation physique et la Fédération Camerounaise d'Athlétisme qui nous soutiennent depuis des années. C'est l'occasion pour nous de lancer un appel aux sponsors et aux mécènes pour accompagner notre évènement ».

De belles surprises à découvrir

Comme lors de l'édition précédente, plusieurs innovations sont annoncées cette année par le comité d'organisation. « Comme innovation cette année, nous avons créé une page Facebook uniquement pour Nkul Nnam où nous mettons toutes les informations à jour et même les inscriptions des athlètes se font en ligne. Une fois que l'athlète s'inscrit en ligne, il reçoit tout de suite un mail qui confirme son inscription. Comme autre innovation cette année, tous les participants à l'évènement auront droit à un diplôme.

Plus de 60 fanions ont également été confectionnés pour orienter les athlètes durant la course afin qu'ils ne s'égarer plus. Comme pour dire que nous évoluons à tous les niveaux afin que d'ici trois ou quatre ans, nous soyons au top des tops », précise la promotrice.

Une couverture médicale optimale

Sur le plan médical, des dispositions sont prises par le responsable en charge de ce pan, Dr Jacques Akono Ze pour assurer un suivi optimal des participants à ce prestigieux évènement. « C'est une grande compétition qui interpelle la mobilisation de toute la commission médicale. Surtout que dans cette mobilisation, nous aurons assez de couches vulnérables pas parce qu'ils sont avancés en âge. Mais, vulnérable parce qu'ils viennent pratiquer ce qu'ils aiment depuis longtemps. Avec près de 2000 athlètes attendus, il est question pour nous de mettre sur pieds l'arsenal sur le plan des ressources humaines et matériels adéquats pour une couverture saine et sans faille. La commission médicale est prête à couvrir cet évènement prestigieux. Les visites médicales commenceront le 24 avril à l'hôtel de ville et vous pouvez être sûr que tous ceux qui vont faire le Semi-Marathon passe-

ront par là. Ne seront sur la ligne de départ que ceux qui seront aptes », argumente-t-il.

L'argent étant le nerf de la guerre. À la question de savoir ce que gagne en termes de prime les athlètes engagés dans les 17 catégories d'âge au cours de cette compétition, Léonie Etong répond : « Vous savez dans la réglementation de la World Masters athletics, les athlètes Masters n'ont généralement pas de primes. Parce qu'on se dit que c'est généralement les personnes assises qui ont compté et qui veulent transmettre leur savoir faire aux jeunes athlètes. Mais étant donné que nous sommes des Africains, j'essaye généralement de me battre avec le peu de moyens que j'ai pour donner quelques primes à ceux qui sont sur le podium dans les différentes catégories. Généralement, ces moyens sont donnés par un sponsor ou par le ministère des Sports. J'espère qu'avec le temps, on aura beaucoup de sponsors qui nous donneront suffisamment d'appui pour primer nos athlètes ».

Aucune modification sur le parcours

Comme lors de la 4^e édition, la course débutera et s'achèvera à l'esplanade de l'Hôtel de ville de Yaoundé. Les athlètes passeront respectivement par : le PMUC, le Minrex, le Rond de

la Région, le Carrefour Centre Culturel Camerounais, l'Echangeur Simplifié, le Collège la Gaité, la Nouvelle Route Bastos, le Carrefour Sous-Préfecture Tsinga, la Fecafoot, l'Ecole de Police, le Palais des Sports, le Carrefour Warda, le Carrefour ABBIA, le Marché Central, le Carrefour Institut Français, l'Avenue Kennedy, le Carrefour Intendance, l'Immeuble JACO, le Carrefour Elig Essono, CEPER, OAPI, l'Hôtel Indépendance et le Mincom « Le parcours reste le même par rapport à celui de l'année dernière. Pour cette édition, nous mettrons un accent particulier sur l'encadrement des athlètes et des différents participants. Vous verrez que sur le parcours cette fois, le ravitaillement se fera d'une manière plus améliorée par rapport à l'édition précédente. Il s'effectuera sur les tables et chaque athlète passera dans les postes prendre sa boisson. Par rapport à la sécurité, toutes les dispositions ont été prises par les FMO pour assurer une couverture optimale de l'évènement. Les hommes de médias auront également un encadrement spécial », indique Joseph Ademega, technicien des Courses de route à la Fédération Camerounaise d'athlétisme. Le rendez-vous est donc pris.



ÉCHOS SANTÉ



2^{ème} édition du **PRIX AFRICAIN** DU LEADERSHIP EN SANTÉ (PALSA)

Congrès scientifique international

THÈME:

**SANTÉ DE LA MÈRE ET L'ENFANT:
ÉTAT DES LIEUX ET PERSPECTIVES EN AFRIQUE**

FOIRE EXPO sition



Du
04
ou
06
Juin 2025

**NE MANQUEZ
PAS CETTE
OCCASION !**

Réservez votre stand et prenez vos pages dès aujourd'hui pour présenter vos savoir-faire et vos produits à un public de professionnels de la santé de toute l'Afrique.

**+ de
10K
VISITEURS**

PLUS DE VISITEURS ET PARTICIPANTS ATENDUS

- Un public de professionnels de la santé de toute l'Afrique
- Une occasion unique pour présenter votre savoir-faire et vos produits

**DE LAI DE
RESERVATION**

(Réservation de stands: 9m2, 6m2, 3m2
Insertion dans le livre des abstracts)

Prix
allant de **200.000Fcfa** à **1000.000Fcfa**

E-mail : secretariat-palsa@echosante.info ou
info@echosante.info
Tél: (+237) 694819937/ 672500093

Mpox en Afrique

Plus de 117 000 Cas en un An et Demi

L'analyse des données du Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC), révèle une accélération de l'épidémie de mpox. Depuis début 2025, le continent enregistre en moyenne 3 000 nouveaux cas suspects hebdomadaires, portant le total à près de 40 000 cas cette année, avec la RDC, l'Ouganda et le Burundi comme principaux foyers.

Mireille SIAPJE

L'Afrique est confrontée à une recrudescence des cas de mpox (anciennement appelé variole du singe), marquant une progression rapide et préoccupante de l'épidémie. Lors d'un point de presse en ligne tenu jeudi dernier, le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC) a tiré la sonnette d'alarme, évoquant une moyenne hebdomadaire de 3 000 cas suspects signalés depuis le début de l'année 2025. Selon les données actualisées du CDC Afrique, 117 678 cas ont été recensés dans 22 pays africains entre janvier 2024 et aujourd'hui, dont 26 927 confirmés en laboratoire et plus de 1 700 décès. Pour la seule année 2025, le continent enregistre déjà 39 840 cas, dont 9 020 confirmés. La semaine écoulée a vu s'ajouter 2 768 nouveaux cas suspects, par-

mi lesquels 508 ont été confirmés, et 13 décès.

« Malheureusement, nous constatons que le nombre de cas continue d'augmenter, tant en termes de cas suspects que confirmés. Nous avons enregistré en moyenne 3 000 cas suspects par semaine depuis le début de l'année 2025 », a déploré le Pr Yap Boum, responsable adjoint des incidents pour la mpox au CDC Afrique.

L'épicentre de l'épidémie reste la République démocratique du Congo (RDC), qui totalise à elle seule 90 406 cas depuis janvier 2024, dont 2 099 enregistrés au cours de la dernière semaine. L'Ouganda et le Burundi, aux côtés de la RDC, concentrent ensemble 94 % des cas confirmés depuis janvier 2025.

Face à cette aggravation, le CDC Afrique avait déjà déclaré, en août 2024, le mpox comme une urgence de santé publique de sécurité continentale, une décision suivie par l'Organisation mon-



diale de la santé (OMS), qui avait élevé le niveau d'alerte et requalifié le mpox en urgence de santé publique de portée internationale et ce, pour la deuxième fois en deux ans.

Le CDC Afrique appelle à renforcer les efforts de surveillance, de prévention et de prise en charge, alors que la propagation du virus semble loin de ralentir. Les autorités sanitaires africaines et

leurs partenaires internationaux poursuivent la mobilisation pour tenter d'endiguer cette épidémie qui continue de peser lourdement sur les systèmes de santé du continent.

Aide internationale en baisse

Les pays vulnérables paient le prix fort

Alors que les suspensions et les coupes brutales dans l'aide publique au développement (APD) se multiplient, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) tire la sonnette d'alarme. Selon une évaluation rapide menée du 7 mars au 2 avril 2025, les systèmes de santé de nombreux pays, notamment à revenu faible et intermédiaire, sont déjà fortement perturbés, au risque d'entraîner une crise sanitaire mondiale silencieuse.

Charonne DONGMO Stg

D'après ce bilan, 70 % des bureaux de pays de l'OMS signalent des perturbations directes des services de santé suite à la baisse soudaine des financements extérieurs. Ces perturbations touchent en priorité la préparation et la riposte aux urgences sanitaires, la surveillance épidémiologique, la prestation de soins et l'aide humanitaire.

Le constat est inquiétant. Pour plusieurs pays interrogés, l'ampleur des perturbations actuelles est comparable aux blocages rencontrés au plus fort de la pandémie de COVID-19. Certains systèmes de santé peinent désormais à assurer la continuité des services essentiels, notamment



en matière de dépistage et de lutte contre le paludisme, le VIH, la tuberculose, la santé maternelle et infantile ou encore la planification familiale.

Un tiers des pays font face à des pénuries graves de médicaments et de produits de santé de base. Parallèlement, les systèmes d'in-

formation sanitaire sont désorganisés : collecte de données épidémiologiques, surveillance des maladies, suivi en laboratoire ou encore enquêtes de terrain sont affectés dans plus de 40 % des cas.

Les premières victimes de cette crise financière mondiale sont

sans surprise les populations les plus fragiles. Dans près d'un quart des pays, les coupes budgétaires se traduisent déjà par une augmentation directe des coûts des soins pour les patients. Un facteur de risque supplémentaire pour les foyers à faibles revenus, qui peinent à accéder aux soins dans des contextes déjà marqués par l'instabilité ou la pauvreté.

« Ces résultats brossent un tableau inquiétant de l'impact des coupes soudaines et imprévues dans l'aide sur la santé de millions de personnes », a déclaré le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'OMS. Le chef de l'agence onusienne souligne toutefois que cette crise pourrait aussi accélérer la réflexion vers une autonomie plus durable des systèmes de santé nationaux, moins dépendants de l'aide extérieure.

Face à cette situation préoccupante, 81 bureaux de pays de l'OMS ont d'ores et déjà exprimé un besoin urgent d'appui technique, financier et organisationnel pour tenter d'amortir les effets de cette crise sur les services de santé essentiels. L'OMS appelle la communauté internationale à agir sans délai afin d'éviter une catastrophe sanitaire silencieuse, en renforçant la solidarité mondiale et en imaginant de nouvelles sources de financement innovantes.

L'organisation prévoit de suivre de près l'évolution de la situation dans les mois à venir, et d'accompagner les États dans l'adaptation de leurs stratégies afin de limiter les répercussions immédiates et de consolider des bases solides pour une résilience sanitaire à long terme.



Vous aussi vous avez droit à votre site web avec 

VOTRE SITE WEB

à 55 000 Fcfa en 01 semaine

www.projet24.net / info@projet24.net

677 39 46 99 / 6 57 76 69 44

